

---

## L'émancipation politique des Gagaouzes, turcophones chrétiens de Moldavie

Sylvie GANGLOFF

---

**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/cemoti/121>

DOI : [10.4000/cemoti.121](https://doi.org/10.4000/cemoti.121)

ISSN : 1777-5396

**Éditeur**

AFEMOTI

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 1997

ISSN : 0764-9878

**Référence électronique**

Sylvie GANGLOFF, « L'émancipation politique des Gagaouzes, turcophones chrétiens de Moldavie », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 23 | 1997, mis en ligne le 01 mars 2005, consulté le 04 décembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/121> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.121>

---

Ce document a été généré automatiquement le 4 décembre 2023.

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés), sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# L'émancipation politique des Gagaouzes, turcophones chrétiens de Moldavie

Sylvie GANGLOFF

---

- 1 A la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècles, les Gagaouzes ont massivement émigré, ainsi qu'un nombre non négligeable de Bulgares, de la Dobroudja, où ils se trouvaient depuis le XIIIe siècle, vers le sud de la Bessarabie. On trouve aujourd'hui les Gagaouzes dans le sud de la Bessarabie ukrainienne, dans la région de Bolgrad et Ismail, où ils étaient 32 000 au recensement de 1989, et surtout en Moldavie<sup>2</sup> dans la région de Komrat (sud de la Moldavie) où ils étaient 153 458 au recensement de 1989 et représentaient 3,5% de la population de ce pays. Ils sont concentrés dans les districts de Komrat (64% de la population), Çadir-Lunga (64%), Vulkanesti (37%), Basarabeasca (30%) et Taraklia (27%). Ils sont, depuis 1989-1990, engagés dans un combat politique avec les autorités moldaves et ont obtenu à la fin de 1994 un statut d'autonomie (territoire de *Gagauz Yeri*).

Le nationalisme moldave et les "croisades de Druc"

- 2 La Moldavie a connu à partir de 1988 un renouveau national massif, quoique quasi uniquement intellectuel, qui connut son apogée en 1990/91 au moment de l'indépendance. C'est sous la houlette de l'Union des écrivains moldaves, créée en 1987, du Mouvement démocratique moldave (1988), enfin et surtout du Front populaire qui a pris le relais, que ce renouveau national s'est exprimé. Les débats se cristallisèrent sur la question linguistique (adoption du moldave comme langue officielle et de l'alphabet latin) et les Moldaves obtinrent gain de cause en septembre 1989. C'est dans ce contexte qu'est né le mouvement *Gagauz Khalky*. A l'origine, ce mouvement plutôt anti-communiste faisait front commun avec le mouvement de renouveau national moldave pour obtenir quelques droits culturels et notamment un enseignement en gagaouze. Rapidement, deux phénomènes ont modifié cette situation: en 1989, les dirigeants anticommunistes du mouvement *Gagauz Khalky* (modérés dans leurs revendications) furent écartés de la direction par des éléments plus revendicatifs vis-à-vis de Chisinau.

Parallèlement, le Front populaire, qui avait pris la direction du mouvement de renouveau national moldave, a tenu un discours beaucoup plus nationaliste et a œuvré à un rapprochement avec la Roumanie, rapprochement devant conduire à terme à la réunification. Ce nationalisme pro-roumain ne pouvait recevoir une quelconque approbation des Gagaouzes (pas plus, d'ailleurs, que des autres minorités en Moldavie, c'est-à-dire de 35% de la population) et ceci d'autant plus qu'il est teinté d'hostilité vis-à-vis de ces minorités. Les Russes (regroupés dans le mouvement *Edinstvo*), les Gagaouzes et les Bulgares ont donc, au moins dans un premier temps, œuvré de concert pour le maintien de l'URSS qui les préservait d'une domination roumaine, et pour le maintien de la langue russe comme langue officielle. Les Gagaouzes se sont en tout cas politiquement affirmés et éloignés des Moldaves dès que ceux-ci ont manifesté un penchant à se rapprocher de la Roumanie.

- 3 La Moldavie a proclamé sa souveraineté le 20 juillet 1990, avec comme unique langue d'État le moldave. Les Gagaouzes ont alors proclamé (22 juillet 1990) l'autonomie de leur région puis, en août, la scission de cinq districts (*raions*)<sup>3</sup>, sur 40 que compte la Moldavie, soit environ 10% du territoire, formant la "République socialiste soviétique de Gagaouzie". Une partie d'un sixième district (Cahul) avait également été revendiquée. Les russophones de Transnistrie<sup>4</sup> avaient agi de même quelques jours avant les Gagaouzes. Cette proclamation unilatérale d'une République de Gagaouzie fut assortie d'une demande d'adhésion à l'URSS en tant que république à part entière. La tenue d'élections pour former un parlement local fut annoncée pour l'automne.
- 4 Mircea Druc, à la tête du gouvernement Front populaire à l'époque au pouvoir, décida alors d'organiser des détachements de "volontaires" pour aller défendre l'intégrité territoriale de la Moldavie. De façon quelque peu désorganisée, des dizaines de milliers<sup>5</sup> de "volontaires" furent acheminés par bus jusqu'à la région gagaouze qui fut cernée. Certains de ces volontaires étaient armés, d'autres ne disposaient que d'outils agricoles mais semblaient déterminés à se battre si nécessaire (et étaient, à cet effet, approvisionnés en vodka!). Les Gagaouzes avaient déjà hâtivement mis sur pied des milices mais elles paraissaient bien peu nombreuses face à ces "volontaires". De nombreux Gagaouzes d'Ukraine se mobilisèrent et vinrent immédiatement en Moldavie avec leurs fusils. Mais c'est surtout le renfort de soldats venus de Transnistrie, en passant clandestinement par l'Ukraine, qui semble avoir calmé les ardeurs moldaves. A tel point que de nombreux Gagaouzes pensent aujourd'hui que les dirigeants de Transnistrie ont "sauvé les Gagaouzes du massacre". Avec l'intervention du président Snegur qui ordonna à ces "volontaires" de s'en retourner et surtout avec l'arrivée des troupes du ministère de l'Intérieur soviétique (MVD), la situation se normalisa. Le gouvernement proclama le 26 octobre 1990 l'état d'urgence pour une période d'au minimum deux mois et instaura un couvre-feu le 30 octobre. Il n'y eut aucune victime. Le Parlement moldave décida par ailleurs le 30 octobre de priver de leur mandat 10 des 13 représentants gagaouzes au Parlement moldave pour "activités anticonstitutionnelles". Deux dirigeants gagaouzes, L. Dobrov et I. Burgunci, avaient été arrêtés en septembre et le mouvement *Gagauz Khalky* interdit en août. Le 27 octobre, les Gagaouzes suspendent leurs élections et une commission mixte est mise sur pied. Les négociations furent rompues trois jours plus tard. Parallèlement, Gorbatchev avait pris un décret invitant le Parlement de la république moldave à "considérer les décisions des députés des peuples de Gagaouzie et de Transnistrie comme dénuée de force juridique". Selon l'agence Tass, la situation était en voie de normalisation dès le début de novembre 1990 avec le retrait des volontaires. Les incidents se sont pourtant

poursuivis tout au long du mois de novembre et l'état d'urgence ne fut levé que le 6 décembre. Les troupes du ministère de l'Intérieur soviétique se retirèrent début décembre.

- 5 Le moins que l'on puisse dire est que les "croisades de Druc" furent des plus néfastes pour les relations moldavo-gagaouzes. Elles ont créé un traumatisme dans une population déjà très antiroumaine et effrayée par les perspectives d'une réunification avec la Roumanie. Les Gagaouzes ont, dans le passé, connu une domination roumaine à trois reprises (1856-1878<sup>e</sup>, 1918-1940, 1941-1944). Cette domination fut plutôt mal vécue. De fait, non seulement ils perdaient les avantages dont ils jouissaient sous le régime russe en tant que colons, mais ils furent de plus l'objet d'un certain mépris de la part des Roumains. Ceux-ci ont tendance à considérer l'ensemble de la population de "leur Moldavie orientale" comme arriérée mais ce sentiment semble prendre une forme toute particulière vis-à-vis des Gagaouzes, symbolisé par l'adjectif "gagaoutza" qui en roumain signifie "niais". Le statut des minorités en Roumanie n'a de plus rien d'attrayant et la montée en puissance de groupes d'extrême droite ne laisse rien présager de bon dans ce domaine. En cas de réunification, les Gagaouzes se retrouveraient enclavés dans un vaste ensemble roumain où leur identité risquerait d'être noyée. La domination roumaine de l'entre-deux-guerres, où les Gagaouzes se retrouvèrent dans une Grande Roumanie - et de plus une Grande Roumanie nationaliste - fut particulièrement mal vécue. Il n'est donc pas surprenant que les Gagaouzes accueillirent à bras ouverts le retour des "Russes" (l'armée soviétique) en juin 1940, attitude qui leur valut de dures représailles lorsque, un an plus tard, les Roumains reprirent possession de la Bessarabie. Et les nombreux martyrs tués à cette occasion ne peuvent qu'alimenter le sentiment anti-roumain.
- 6 Le fond du problème est bien que, pour les Gagaouzes (et les Bulgares qui ont migré avec eux), la terre qu'ils habitent est la leur et qu'ils entendent bien en disposer comme bon leur semble. Il est en effet généralement admis, sauf par les Moldaves, que le sud de la Bessarabie (le Budgeac/Bucak) où émigrèrent les Gagaouzes au début du XIXe siècle, était alors inhabité. Si tel est le cas - et il semblerait bien que cela le fût - les Gagaouzes peuvent alors, puisqu'ils sont les "premiers arrivés", se prévaloir de ce droit historique. Et comme, d'autre part, ce sont bien les Gagaouzes (et les Bulgares), et non pas les Moldaves, qui habitent cette région, ils s'en proclament les propriétaires exclusifs. Ils ne contestent donc pas le droit des Moldaves à se réunifier avec la Roumanie, et même comprennent ce désir, mais ne s'estiment pas concernés. Or, selon les Moldaves, les Gagaouzes n'ont aucun droit sur une terre où ils sont arrivés il y a 200 ans. Au-delà des perspectives de réunification avec la Roumanie, la "roumanisation" de la Moldavie est au centre des préoccupations gagaouzes. Il s'agit notamment du débat sur la(les) langue(s) officielle(s) du pays. En effet, seuls 4,4% des Gagaouzes (recensement de 1989) parlent couramment le moldave, et l'adoption du moldave en tant que langue d'État ne peut qu'évincer les Gagaouzes (et les autres minorités) des postes à responsabilité et de l'enseignement supérieur. Les Gagaouzes insistent donc sur le maintien, seule ou à côté du moldave, de la langue russe en tant que langue nationale. Là encore, pour les Moldaves, la région habitée par les Gagaouzes, c'est la Moldavie; et ces habitants, en quelque sorte considérés comme des immigrants, doivent parler la langue du pays, qui est le moldave.

La République autoproclamée

- 7 Ce sont les leaders du "Soviet suprême gagaouze" et de la République autoproclamée (donc, en partie, d'anciens membres de *Gagauz Khalky* interdit) qui sont à l'avant-garde de la lutte pour l'indépendance de la région gagaouze. Les principaux dirigeants sont Mikhail Kendigelian, président du "Soviet suprême gagaouze", et Stepan Topal, président de la République autoproclamée de Gagaouzie. Ils se rangent aux côtés des communistes réformateurs ou se proclament comme tels. Quoi qu'il en soit, ils ont clairement œuvré pour le maintien de l'URSS dans un premier temps et pour le rétablissement des liens économiques et politiques avec Moscou dans un deuxième temps. M. Kendigelian et S. Topal ont ainsi tous deux été arrêtés pour avoir soutenu le coup d'État d'août 1991<sup>7</sup>. La République autoproclamée était ouvertement soutenue par les leaders russophones de Transnistrie. Jusqu'en 1994, les "indépendantistes" gagaouzes ont donc agi de concert avec ces derniers et ont fermement milité pour le projet d'une confédération à trois (Russes, Gagaouzes et Moldaves). Ainsi, au plus fort de la crise du Dniestr en 1992, quelques Gagaouzes avaient menacé d'ouvrir un second front. Ils avaient d'autre part signé plusieurs accords non seulement avec Tiraspol mais également avec d'autres mouvements sécessionnistes, notamment les Abkhazes et les Ossètes<sup>8</sup>.
- 8 Les "indépendantistes" gagaouzes avaient par ailleurs mis sur pied des unités de défense dirigées par Ivan Burgunci, ancien "ministre de l'intérieur" gagaouze, un des leaders les plus intransigeants, prônant ouvertement l'utilisation de la force. Ces unités paramilitaires (les bataillons du *Bucak*) sont entrées en conflit à plusieurs reprises avec les troupes moldaves stationnées à la frontière ainsi qu'avec la police moldave<sup>9</sup> et ont mené des actions de déstabilisation. Ils ont notamment lancé plusieurs raids dans les kolkhozes du sud de la Moldavie en juin et juillet 1993 au moment des moissons. Ces unités paramilitaires disposaient d'armes légères (mitraillettes, grenades,...) et auraient regroupé jusqu'à 600 membres<sup>10</sup>. Rien de comparable toutefois avec la situation dans la région du Dniestr de l'autre côté de la Moldavie, où les autorités sécessionnistes disposent d'un armement lourd et de réelles unités militaires bien entraînées. Ce sont ces indépendantistes de Transnistrie qui ont fourni en armements les mouvements paramilitaires gagaouzes. Ce trafic d'armements aurait transité par le sud de l'Ukraine. Les dirigeants de la République autoproclamée ont officiellement déclaré que ces groupes avaient échappé à leur contrôle. Beaucoup reconnaissent cependant en privé que les bataillons du *Bucak*, en faisant pression sur le gouvernement moldave, ont beaucoup fait pour le dénouement du problème gagaouze. Et si Burgunci était officiellement décrié, officieusement il a sans doute été aidé par les dirigeants gagaouzes. Par contre, ses "actions d'éclat" ont plutôt effrayé la population qui s'est alors quelque peu désolidarisée du mouvement indépendantiste. Ces milieux sécessionnistes disposaient d'un journal, *Haberler*, hebdomadaire publié en russe, et ils avaient également détourné à leur profit une fréquence de la télévision moldave ainsi que deux anciennes stations locales de la radio moldave, l'une émettant en russe, l'autre en gagaouze<sup>11</sup>.
- 9 Les dirigeants gagaouzes semblent tous avoir été conscients qu'une réelle indépendance est économiquement et politiquement irréalisable. Et la revendication d'indépendance, tout comme les raids de Burgunci, ne furent que des manoeuvres pour faire pression sur le gouvernement moldave afin obtenir gain de cause, à savoir une fédération à trois pour les plus revendicatifs, un statut d'autonomie pour les plus modérés. Le mouvement politique gagaouze est, par ailleurs, loin d'être uni. Au-delà

des oppositions de personnes au sein même de la direction de la République autoproclamée et des oppositions d'idéologie ou de tactique dans ce mouvement (privilégier les relations avec Moscou et Tiraspol ou contrebalancer celles-ci par des liens étroits avec la Turquie), il existait d'autres mouvements, pour l'essentiel regroupant des anticommunistes. Ces anticommunistes, pour certains membres du mouvement *Gagauz Khalky* première mouture (avant 1989), se seraient regroupés en 1989 dans le Parti démocratique du peuple gagaouze, scindé ensuite un moment en Parti démocratique du peuple gagaouze et *Milleti Çalısma Partisi*, tout deux anticommunistes<sup>12</sup>. Quelques anticommunistes avaient également fondé le parti *Arkalyk* (Coopération), petite formation qui n'existera pas longtemps<sup>13</sup>.

10 Enfin, la question d'une autonomie de la région gagaouze soulève celle de ses relations avec les autres peuples habitant la région, et notamment les Bulgares, qui sont, selon le recensement de 1989, 88 000 dans le sud de la Moldavie<sup>14</sup>. Les relations entre les Bulgares et les Gagaouzes ont toujours été bonnes. Ils ont migré en Bessarabie ensemble et ont par la suite toujours fait front commun face aux Roumains. Tout naturellement, les Bulgares s'étaient donc rangés aux côtés des Gagaouzes lorsque ceux-ci ont, à la fin des années 80, réclamé des droits culturels. Et les droits acquis par les Gagaouzes à cette époque (cours de langue en gagaouze et supplément en gagaouze dans le quotidien national, *Sovetskaâ Moldaviâ*) avaient leurs pendants pour les Bulgares. Mais rapidement, alors que les dirigeants de la République autoproclamée devenaient plus intransigeants, les Bulgares s'en sont éloignés. Ils ont constamment réaffirmé leur soutien au maintien de l'intégrité territoriale de la Moldavie et, en tout état de cause, s'opposent au projet de fédération à trois. Ils insistent également sur le maintien du russe comme langue officielle, puisque langue de communication entre Gagaouzes, Bulgares, Ukrainiens, Moldaves et Russes qui peuplent la région. Tous les documents "officiels" gagaouzes, que ce soit à l'époque de la République autoproclamée ou aujourd'hui celle de l'autonomie, sont rédigés en russe et non en gagaouze pour cette raison : ne pas s'aliéner les "minorités parmi la minorité".

11 Les Gagaouzes ne représentaient que 47% de la région revendiquée par la République autoproclamée. L'expérience montre toutefois que de tels mouvements peuvent déstabiliser des régions entières. Le conflit avec les russophones de Transnistrie a déjà provoqué de meurtriers combats au printemps 1992. Sur le terrain, la situation n'était pas très claire et le contrôle de la zone gagaouze a fait l'objet d'une lutte entre les leaders de la "République gagaouze" et les autorités moldaves. Les dirigeants gagaouzes se sont toutefois toujours montrés moins intransigeants que les russophones de Transnistrie, aussi bien dans leur attitude vis-à-vis des autres ethnies représentées sur leur territoire que dans leurs réponses aux ouvertures de Chisinau, et ces divergences sont clairement apparues début 1994.

Le rôle de Moscou

12 Pour Moscou, la Moldavie fait partie de cet "étranger proche", cette ceinture d'États tampons où elle se réserve une influence "spécifique". Depuis 1991, la Russie n'a cessé de faire pression sur la Moldavie pour que celle-ci intègre sans réserve les structures de la CEI. Moscou a notamment utilisé avec profit la dépendance économique de la Moldavie à son égard : augmentation du prix du pétrole et du gaz, demande pressante de règlement de la dette "énergétique", imposition d'une taxe sur les produits moldaves, etc. L'adhésion de la Moldavie à la CEI fut finalement ratifiée par le

parlement en avril 1994 mais Chisinàu refuse toujours de participer à un quelconque système de sécurité collective.

- 13 Le rôle de Moscou dans la création d'un mouvement gagaouze revendicatif comme dans les événements de l'automne 1990 n'est pas très clair. Les communistes au pouvoir à l'époque (1989-91) avaient bien vu dans le mouvement gagaouze une petite zone de contestation potentielle, puis réelle, leur permettant de déstabiliser les autorités moldaves et de rétablir, ou maintenir, leur influence dans la région et sur les autorités locales. Ils avaient, dans cette optique, soutenu la proclamation en août 1990 d'une "République socialiste de Gagaouzie". D'autre part, la division aéroportée soviétique qui était stationnée dans le sud de la Bessarabie près de Bolgrad (Ukraine) aurait approvisionné en armes les séparatistes gagaouzes<sup>15</sup>. Par contre, les gouvernements de Eltsine n'ont apparemment pas soutenu les Gagaouzes. De fait, le principal vecteur de l'influence de Moscou dans la région, c'est le mouvement séparatiste des russophones de Transnistrie, appuyé par la 14ème armée russe stationnée dans la région. Et si il y a eu soutien russe au mouvement gagaouze, c'est par l'intermédiaire des russophones de Transnistrie. La voie du Dniestr est le grand axe de pénétration russe vers le sud. Puisque la Moldavie est, aux yeux de Moscou, incluse dans sa sphère d'intérêt vital, la Russie s'y réserve un "rôle spécial de maintien de la paix" et insiste sur le maintien de la 14ème armée dans la région, maintien qui est perçu à Chisinàu, et à juste titre, comme une ingérence dans ses affaires intérieures et un instrument au service de la politique de Moscou.
- 14 Le poids des Gagaouzes - et l'intérêt qu'ils pouvaient représenter - dans la stratégie de Moscou dans la région ne furent donc que mineur par rapport à la Transnistrie. Et, si le mouvement gagaouze a pu, à l'origine, recevoir un quelconque appui (politique ou matériel) des Russes, ce mouvement a rapidement volé de ses propres ailes. Par contre, le mouvement gagaouze est bien perçu par les Moldaves - et en premier lieu par les membres du Front populaire - comme un mouvement profondément communiste, créé par Moscou et à la solde de Moscou. Dans l'avenir, la Russie pourrait être tentée d'utiliser la carte gagaouze si des perspectives de réunification avec la Roumanie se faisaient jour en Moldavie. De fait, la position de la Gagaouzie, à la frontière entre la Roumanie, l'Ukraine et la Moldavie, acquiert en ce cas de nouveau un intérêt stratégique.

Les relations avec la Turquie et l'identité turque des Gagaouzes

- 15 La Turquie s'est, quant à elle, toujours fermement prononcée pour le maintien de l'intégrité territoriale de la Moldavie et a joué un rôle modérateur non négligeable dans le règlement de ce conflit. En jouant la carte russe et le retour de l'URSS, les séparatistes gagaouzes manoeuvraient pour l'extension de l'influence russe et ne pouvaient donc pas s'attendre à un appui d'Ankara. La Turquie cherche très clairement à empêcher un émiettement politique et une instabilité propices à un retour ou à un renforcement de l'influence de Moscou dans une zone qui, si elle n'est pas directement partie de la zone de sécurité turque, en est tout de même assez proche pour y avoir d'importantes répercussions. Les autorités politiques et militaires turques ont d'ailleurs multiplié les déclarations en ce sens lors du voyage de Demirel en Moldavie en juin 1994<sup>16</sup>. La coopération turco-moldave ainsi que l'intérêt porté par la Turquie à la région ont pris toute leur ampleur durant ce voyage. Le président Demirel est arrivé accompagné de nombreux membres du gouvernement, députés et hommes d'affaires. Un traité d'amitié et de coopération entre les deux pays (ratifié par les deux

parlements) a été signé lors de cette rencontre, et l'ouverture à Chisinau d'un bureau de l'agence officielle pour la coopération et le développement turque (TICA) a été annoncée. Depuis lors, c'est ce bureau qui gère l'assistance culturelle et économique apportée aux Gagaouzes.

- 16 Du point de vue turc, la priorité - et l'"investissement" le plus rentable à long terme - sont non seulement d'aider les Gagaouzes à exprimer leur "identité" mais également d'oeuvrer à un rapprochement culturel et linguistique entre les deux peuples. C'est pourquoi TICA a participé au financement de publications gagaouzes, à l'unique condition qu'elles soient en gagaouze et écrites en alphabet latin. C'est le cas d'un seul périodique, *Ana Sözü*, publication toutefois peu populaire parmi la population gagaouze. TICA a également, et aux mêmes conditions, financé la publication d'une vingtaine d'ouvrages en 1995<sup>17</sup>. Dans la même optique, dix professeurs de turc ont été envoyés en Moldavie durant l'été 1994 pour enseigner aux Gagaouzes le "turc moderne"<sup>18</sup> et des cours de turc ont été organisés durant l'été 1995 par les autorités moldaves en collaboration avec la Turquie<sup>19</sup>. Ankara a également attribué 200 bourses à de jeunes Gagaouzes pour aller étudier en Turquie<sup>20</sup>. Parallèlement, une quarantaine d'étudiants turcs seraient en formation en Moldavie dont une dizaine à l'université de Komrat<sup>21</sup>. Un protocole prévoyant une aide de 250 000 dollars pour cette université gagaouze a été signé en septembre 1995<sup>22</sup>. Enfin, reste la délicate question des manuels scolaires; manuels que la Turquie a envoyé aux Gagaouzes mais que ceux-ci refusent précisant qu'ils "n'en comprennent ni la langue ni les idées".
- 17 La coopération la plus prometteuse, et en tout état de cause la plus appréciée par la population gagaouze, est celle relevant du folklore. Les Gagaouzes, très attachés à leur folklore, semblent avoir été impressionnés par les prestations de groupes folkloriques turcs en visite dans leur région, dans lesquelles ils auraient trouvé de nombreuses similitudes avec leur propre folklore. La Turquie a également organisé des expositions de peintres gagaouzes ou encore a envoyé à Komrat pendant deux mois trois jeunes femmes turques pour donner des cours de "sciences populaires" turques (couture, cuisine,...), cours qui semblent avoir ravi les Gagaouzes. Mais "l'arme" de l'avenir pour le rapprochement des peuples turc et gagaouze pourrait bien être, ici comme ailleurs, la télévision. Les Gagaouzes recevaient déjà deux chaînes de télévision privées turques mais, depuis 1996, la Turquie a conditionné la fourniture de matériel pour la télévision gagaouze à l'ouverture d'un canal pour diffuser la télévision publique turque. Or les Gagaouzes, contrairement aux turcophones d'Asie centrale, comprennent bien le turc de Turquie (malgré quelques différences de vocabulaire et de grammaire) et la diffusion de la télévision turque pourrait à terme renforcer les relations entre ces deux peuples. Enfin, l'ensemble de cette "aide culturelle" ne peut que recevoir la bénédiction des autorités moldaves, favorables à tout projet tendant à "dérussifier" les Gagaouzes<sup>23</sup>.
- 18 D'autre part, la région gagaouze, dépourvue d'industrie dynamique et éloignée des grands centres de communication, a bien besoin d'aide économique. La Turquie a déjà envoyé une importante aide humanitaire (médicaments et nourriture<sup>24</sup>). La création, avec l'aide de la Turquie, d'un collège turco-anglais à Çadir-Lunga destiné à former des Gagaouzes à l'économie et au commerce devrait favoriser à terme les échanges entre Gagaouzes et Turcs. Mais c'est d'investissements dans la région (modernisation du réseau de transport et de communication, construction d'usines,...) qu'ont surtout besoin les Gagaouzes. Or, ils ont peu d'atouts pour attirer les capitaux des étrangers, si ce n'est des "frères turcs", même s'il faut pour cela faire vibrer la corde nationaliste en

Turquie<sup>25</sup>. En visite en Turquie en septembre 1995, le *Baskan* (président de *Gagauz Yeri*) gagaouze, G. Tabunșik, a vanté les mérites de son "pays" et notamment la facilité d'accès au marché russe et ukrainien à partir de la zone gagaouze<sup>26</sup>. Plusieurs accords de coopération économique ont été signés entre la Turquie et la Moldavie lors et depuis la visite de Demirel en 1994. Les Turcs se sont engagés à participer au développement d'infrastructures dans la région gagaouze. Force est bien de constater toutefois que ces engagements n'ont pas été suivis d'effets et que les Turcs ont très peu investi dans la région. Enfin, Ankara avait annoncé l'octroi d'un crédit de 35 millions de dollars à la Moldavie, crédit dont la quasi-totalité était destinée au développement de la région gagaouze et en particulier à la mise en place d'un système d'irrigation. Un protocole d'intention fut signé à ce sujet lors de la visite du président Demirel en 1994 mais ce crédit n'a pas encore été débloqué. Officiellement, les autorités turques et moldaves n'arrivent pas à se mettre d'accord sur les conditions du crédit. Les Turcs proposent en effet un crédit de commerce avec un remboursement sur 3 ou 4 ans alors que les Moldaves (dont la banque nationale garantit le crédit) et les Gagaouzes souhaitent obtenir un crédit d'investissement (remboursement sur environ 15 ans et taux moins élevés).

- 19 Très clairement ce sont des deux côtés des motifs purement économiques et politiques qui ont motivé ce rapprochement: sortir de leur isolement politique et attirer des investisseurs pour les Gagaouzes, obtenir une tête de pont sur le flanc sud de la Russie pour Ankara. La politique de la Turquie vis-à-vis des Gagaouzes a donc suivi deux voies. Elle a premièrement joué un rôle de médiation politique: soutien au maintien de l'intégrité territoriale de la Moldavie et à l'autonomie de la région gagaouze. Par ce rôle modérateur, elle a gagné non seulement la confiance du gouvernement moldave mais aussi celle de nombreux Gagaouzes. Par ailleurs, elle fournit aux Gagaouzes une "aide culturelle" (éducation, diffusion de la langue, média,...) visant aussi bien à favoriser le développement d'une entité gagaouze qu'à forger des liens, jusque là inexistantes, avec eux.
- 20 Côté gagaouze, c'est début 1991 que, déçus par l'attitude ambiguë de Moscou à leur égard, les dirigeants de la République autoproclamée s'étaient tournés vers la Turquie. Le dirigeant gagaouze Georgi Ratkoglu déclarait ainsi "Nous sommes allés chercher le soutien économique de la Turquie car nous n'avons rien reçu de Moscou"<sup>27</sup>. Stepan Topal avait en mars rencontré le président T. Özal alors en visite à Moscou, et, en février, deux représentants gagaouzes, Maria Maruneviç et Georgi Ratkoglu, avaient été envoyés à Ankara pour négocier un appui politique, économique et culturel de la Turquie. Cette recherche d'un appui turc est bien éminemment politique. C'est en effet parce qu'isolés sur la scène politique régionale que les Gagaouzes se sont tournés vers Ankara. D'autre part, c'est alors qu'ils se sont retrouvés coincés entre une russification très avancée et une menace de roumanisation que les Gagaouzes se sont tournés vers leur identité turque<sup>28</sup>. Cette "turcité" récemment redécouverte suscite toutefois de nombreuses interrogations. Les Gagaouzes ont ainsi longtemps vécu dans une région où l'ethnie à laquelle ils appartiennent dominait cette région, mais au nom d'une autre religion que la leur: l'islam - telle est du moins la façon dont cette population chrétienne ressent, *a posteriori*, ce passé. Et le souvenir de ce rapport avec les Turcs ne peut être resté sans influence. D'autre part, il y a eu ce message<sup>29</sup>, vrai ou faux mais que les Gagaouzes ont assimilé, et qui est que c'est parce que persécutés par les Ottomans qu'ils se sont réfugiés sous l'aile protectrice du tsar. Enfin, il existe également chez les Gagaouzes, comme pour l'ensemble des chrétiens ayant connu la domination ottomane,

la psychose de la conversion forcée. Ainsi entend-on dire que parmi les étudiants gagaouzes envoyés en Turquie durant l'entre-deux-guerres<sup>30</sup>, certains auraient été "obligés de se convertir"<sup>31</sup>.

- 21 Dans le passé, les Gagaouzes n'ont pas ou peu été en relations avec les Turcs et la religion de ces derniers reste un obstacle psychologique au rapprochement des deux peuples. Si les Gagaouzes se disent bien aujourd'hui de racines et de langue turques, ils insistent sur leur religion, le christianisme orthodoxe, qui, selon eux, les différencie des Turcs de Turquie. Ils soutiennent donc être "un peuple à part" et ont par exemple dans cette logique mis au point leur propre alphabet. L'étiquette turque leur serait de toute façon politiquement nuisible dans leurs relations aussi bien avec les autorités moldaves qu'avec les minorités russe et bulgare qu'ils côtoient quotidiennement dans leur région. C'est bien en tant que "peuple à part" et parce que se revendiquant comme tel qu'ils ont pu obtenir un statut d'autonomie.
- 22 Quant au débat sur la pertinence d'une notion de "Turcs chrétiens", il n'entre pas dans le propos de cette étude. Signalons toutefois qu'il existe. Le professeur B. Lewis soutient que la généralisation du mot "Turc" au groupe entier des Turcs, voire à la notion même de groupe, date de l'islam et s'est confondue avec l'islam, et que par conséquent l'expression "Turc chrétien" est une absurdité et une contradiction dans les termes<sup>32</sup>. Quoi qu'il en soit, les Gagaouzes de Moldavie ne peuvent aujourd'hui se baser uniquement sur leur religion dans leur recherche de différenciation par rapport aux Moldaves dont ils redoutent l'hégémonie culturelle et linguistique. Force leur est bien de se référer à ce qui fait précisément leur différence, à savoir leur langue qui, elle, est turque - ou gagaouze.

La scène politique moldave et les Gagaouzes

- 23 Le gouvernement moldave a depuis 1992-93 adopté une attitude modératrice dans le conflit qui l'oppose aux Gagaouzes: ferme dans son refus d'une confédération, il a parallèlement entamé des négociations avec les dirigeants gagaouzes. Cette ébauche de négociation était toutefois entravée par le poids du bloc pro-roumain au parlement et par l'intransigeance des représentants de la "République de Gagaouzie".
- 24 La nomination de Mircea Snegur à la présidence en décembre 1991 et la formation fin 1992 d'un gouvernement de consensus national dirigé par Andrei Sangheli et ne comprenant aucun membre du Front populaire pro-roumain, avaient créé de nouvelles espérances. La situation restait toutefois tendue. Le président Snegur, qui voulait organiser un référendum sur la réunification avec la Roumanie et obtenir ainsi un vote négatif de la population, acquis d'avance selon les sondages, s'est heurté à une opposition au parlement. La crise a éclaté fin janvier 1993 lorsque les parlementaires, dénonçant la paralysie de leur assemblée, ont annoncé leur démission<sup>33</sup>. L'opposition la plus farouche était venue du Front populaire qui non seulement s'opposait à la tenue de ce référendum mais critiquait aussi vivement la politique de compromis avec les Gagaouzes du président Snegur. Mircea Snegur et Andrei Sangheli, par leurs nombreux voyages et entrevues avec les dirigeants gagaouzes et ce projet de référendum, ont en effet permis d'apaiser les tensions et de rassurer les Gagaouzes sur leurs intentions vis-à-vis de la Roumanie. L'élection à la présidence du parlement moldave, en février 1993, de Petru Lucinschi, un communiste opposé à une réunification avec la Roumanie, avait également favorablement été accueillie par les Gagaouzes qui voient dans les représentants communistes des opposants au Front populaire. En mars 1993, une commission parlementaire spéciale était créée pour négocier un compromis avec les

Gagaouzes. Des négociations avaient parallèlement été entamées avec les Bulgares sur le statut de cette communauté au sein d'une entité autonome gagaouze. La commission mixte gagaouze-moldave va finalement s'entendre sur un plan d'autonomie pour la région. Ce projet prévoyait une complète autonomie culturelle et la création d'une administration indépendante, composée de membres élus localement, sur la presque totalité du territoire revendiqué par les Gagaouzes. De leur côté, les Gagaouzes reconnaissaient la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Moldavie mais se réservaient expressément le droit de remettre en cause le maintien de leur région au sein d'une entité roumaine en cas de réunification avec la Roumanie. Cette disposition était une des conditions de base posées par les Gagaouzes<sup>34</sup>. Ce projet fut soumis au parlement dès juin 1993 mais il fut rapidement clair que, face à l'opposition du Front populaire (renforcée par le boycott des députés de Transnistrie), le projet ne recueillerait pas les 2/3 des voix nécessaires pour toute réforme de la loi constitutionnelle. Le projet a finalement été annulé en juin.

- 25 Côté gagaouze, les dirigeants de la République autoproclamée se sont ralliés à l'idée d'une autonomie<sup>35</sup>. Certains y voient la réalisation de leurs espérances, d'autres au contraire mais ils seraient minoritaires y voient une étape vers le système fédéral. Après la visite du président Snegur à Komrat, et en échange d'une promesse de statut d'autonomie, les dirigeants gagaouzes ont finalement décidé de participer aux élections législatives du 27 février 1994. Celles-ci s'y sont déroulées dans le calme, enregistrant dans la région gagaouze un taux de participation de 83%<sup>36</sup>.
- 26 Ces élections législatives marquent un tournant dans la vie politique moldave. Elles ont en effet permis de marginaliser au parlement le bloc pro-roumain qui bénéficiait dans la précédente législature d'une minorité de blocage. Le Parti démocrate agraire a obtenu 56 sièges (avec 43,18% des voix), le Parti communiste rebaptisé socialiste 28 sièges (22% des voix), et le bloc pro-roumain seulement 18 sièges partagés entre le Bloc des intellectuels (11 sièges, 9,21% des voix) et le Front populaire (9 sièges, 7,53% des voix). Le Parti démocrate agraire, grand vainqueur de ces élections, avait fait campagne sur les thèmes suivants: indépendance de la Moldavie, retrait de la 14ème armée russe de la région du Dniestr, démilitarisation du pays, participation aux accords économiques, mais pas politiques ou militaires, de la CEI et des autres organismes interétatiques. Fort de cette nouvelle assise au parlement, le président Snegur a organisé dans la foulée, le 6 mars, le référendum, à valeur uniquement consultative mais hautement symbolique, sur une éventuelle réunification avec la Roumanie<sup>37</sup>. 95,4% des votants se sont prononcés pour l'indépendance, chiffre renforcé par une participation assez importante (75,1%) compte tenu du fait que les partis pro-roumains avaient appelé au boycott du scrutin et les russophones de Transnistrie interdit la tenue du référendum sur leur territoire (ainsi d'ailleurs que celle des législatives). Les Gagaouzes ont, là encore, massivement participé au vote.
- 27 Dès le mois d'avril, les discussions reprenaient entre les Gagaouzes et le gouvernement. Le président Snegur et Stepan Topal, président de la "République de Gagaouzie", se mettaient d'accord sur le principe d'une autonomie. Parallèlement, le gouvernement moldave mettait en place un nouveau cadre politico-juridique: le 1er avril 1994, la loi sur les langues, qui stipulait que tout non-roumanophone devait passer à partir d'avril 94 un examen de langue pour accéder à des postes de responsabilité, était suspendue; le 7 juin, l'hymne national, jusqu'alors identique à celui de la Roumanie, était changé, et le 27 juillet, une nouvelle constitution était adoptée par le parlement. Cette constitution

déclare la neutralité permanente de la Moldavie et l'inconstitutionnalité de tout parti s'opposant à cette indépendance, et interdit le stationnement de troupes étrangères sur son sol. L'article 111 établit une base légale pour un statut d'autonomie de la région gagaouze.

Le statut d'autonomie: *Gagauz Yeri*

- 28 La loi sur le "statut spécial légal de *Gagauz Yeri*"<sup>38</sup> fut approuvée par le parlement moldave en première lecture le 28 juillet et en deuxième lecture le 23 décembre 1994 (69 votes pour, 2 contre et 16 absents). La loi fut promulguée par le président Snegur le 15 janvier (loi N°344-XII). Des modifications avaient entre-temps été apportées au projet final. Ainsi, alors que le texte voté en première lecture, le 28 juillet, qualifiait la Gagaouzie d'"entité territoriale, nationale autonome", le texte adopté le 23 décembre qualifie la Gagaouzie d'"entité territoriale administrative autonome", le terme d'"administratif" ayant la faveur des Moldaves, celui de "national", celle des Gagaouzes. La référence à la "volonté d'autodétermination du peuple gagaouze" a été supprimée<sup>39</sup>. Les Gagaouzes sont par contre reconnus comme "peuple" (préambule).
- 29 Cette loi organique stipule que les Gagaouzes disposent de leurs propres autorités législatives et exécutives. *Gagauz Yeri* a entière souveraineté dans les domaines de la culture, du travail, de l'éducation, du logement et des finances locales. Les autorités moldaves ont, elles, autorité exclusive en matière de politique extérieure, de défense, de citoyenneté et d'émission de la monnaie. Aucun des décrets votés par les autorités gagaouzes n'aura d'effet juridique s'il est en contradiction avec une loi moldave. Cette priorité de la loi moldave sur la loi gagaouze a été ajoutée au projet voté en juillet 1994 à la demande des communistes et de nombreux députés du Parti agraire.
- 30 Trois langues officielles sont reconnues: le gagaouze, le moldave et le russe (article 3.1). Toutefois, la correspondance avec les autorités moldaves ne peut être qu'en moldave et en russe. Bien sûr, condition *sine qua non* posée par les Gagaouzes à la renonciation d'une indépendance complète et en partie à l'origine de ce mouvement autonomiste, ceux-ci se réservent l'entier droit de sécession en cas d'unification de la Moldavie et de la Roumanie (art. 1.4). *Gagauz Yeri* obtient le droit d'utiliser ses symboles nationaux officiels, qui sont à utiliser sur une base d'égalité avec les symboles officiels de la Moldavie (art. 4). Le drapeau gagaouze comporte trois étoiles sur un fond bleu souligné de deux rayures rouge et blanche<sup>40</sup>. La capitale administrative de cette entité gagaouze est Komrat (30 000 habitants dont 85% de Gagaouzes).
- 31 *Gagauz Yeri* est dirigé par un *Baskan* (président), élu au suffrage universel direct pour 4 ans (renouvelable une fois). Cette élection s'est tenue en mai et juin 1995. Quatre candidats se sont affrontés au premier tour: Stepan Topal, ancien président de la République autoproclamée de Gagaouzie, Dimitri Croitor, ancien président du comité exécutif de Çadir-Lunga, Georgi Tabunșik, ancien premier secrétaire du comité de Comrat du parti communiste moldave (1979-1987) et Mikhail Kendigelian, ancien président du "Soviet suprême gagaouze". Ici comme ailleurs dans l'ex-URSS, la nostalgie du communisme est de mise et c'est G. Tabunșik qui fut élu président au second tour face à M. Kendigelian, avec 64% des voix. Georgi Tabunșik semble être plus modéré que ne l'était son prédécesseur non officiel, Stepan Topal, dans ses revendications vis-à-vis de Chisinau et il a donc reçu l'appui des autorités et des médias moldaves durant la campagne électorale.
- 32 Le parlement gagaouze, *Halk Toplusu* (assemblée populaire), est élu tous les quatre ans au suffrage universel direct. Cette assemblée dispose d'un pouvoir législatif dans les

domaines suivants (art. 12): culture et éducation, services publics et urbanisme, santé, finances locales et taxes, économie locale, protection de l'environnement, domaine social et du travail. L'assemblée peut déterminer les structures territoriales locales, y compris la modification de la toponymie, et organiser des élections locales. Enfin, au moins l'un des deux vice-présidents du *Halk Toplusu* doit être un non-Gagaouze (art. 102). Les premières élections législatives se sont déroulées le 28 mai et le 11 juin 1995. Les 34 sièges ont été répartis de la façon suivante: 9 communistes et 10 indépendants proches des communistes, 4 membres du Parti agraire, 10 membres du parti gagaouze *Vatan* (Patrie), parti d'opposition regroupant plus ou moins les anciens de la République autoproclamée, et 1 membre du Parti du peuple gagaouze<sup>41</sup>. Le président de ce parlement est le gagaouze Petr Pasali et les deux vice-présidents, A.N. Fucegi et P. Bojan, sont respectivement d'origine bulgare et moldave. Plusieurs décrets ont déjà été adoptés; entre autres, des dispositions sur le fonctionnement de l'administration de *Gagauz Yeri* (loi sur le statut des députés, sur le statut du *Baskan*,...), des lois sur l'imposition du cheptel, sur la préservation des plantations forestières, sur le fonctionnement des langues, etc.

- 33 Le Comité exécutif gagaouze (*Bakanlik Komitesi*) est nommé par l'assemblée populaire sur proposition du *Baskan*. Ce Comité exécutif applique les décrets de l'assemblée populaire. Il définit les priorités économiques et le budget, élabore des programmes dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la santé publique, de la sécurité sociale,... Les Gagaouzes disposent également de leurs propres autorités juridiques (art. 20 et 21). Pour ce qui est des relations entre cette entité gagaouze et les autorités moldaves, de nombreux ponts entre les deux corps exécutifs sont prévus: le président de la Gagaouzie est *ex officio* député-premier ministre de la Moldavie et les "chefs de cabinet" du *Bakanlik Komitesi* sont membres des ministères correspondants dans le gouvernement moldave (art. 19). Enfin, le chef du département de la sécurité gagaouze, le chef du département des affaires intérieures gagaouzes et le commandant des unités de *Carabinieri* gagaouzes sont nommés conjointement par les autorités moldaves et gagaouzes (art. 23, 24 et 25).
- 34 Les Gagaouzes revendiquaient depuis 1990 la souveraineté sur cinq districts (*raions*) dans le sud du pays, mais c'est l'unité administrative de la commune qui fut choisie comme base de délimitation du territoire gagaouze. Les villes et villages peuplés à plus de 50% par des Gagaouzes selon le recensement de 1989 furent ainsi sollicités par référendum le 5 mars 1995 et inclus dans le territoire de *Gagauz Yeri* si une majorité des votants en exprimait le désir. A la question "êtes-vous pour l'entrée de votre communauté dans *Gagauz Yeri*, qui est partie intégrante de la Moldavie?", 30 localités donnèrent leur accord<sup>42</sup>. Trois villes, Komrat, Vulkanesti et Çadir-Lunga, sont partie intégrante du territoire gagaouze. Sur les 1831 km<sup>2</sup> formant le territoire de *Gagauz Yeri*, on compte 171 500 habitants dont 78,7% de Gagaouzes, 5% de Russes, 5,4% de Moldaves, 5,5% de Bulgares et 4% d'Ukrainiens<sup>43</sup>. D'autre part, un référendum de rattachement peut être organisé dès lors qu'au moins 30% des habitants d'une commune en font la demande. Trois communes ont déjà réuni les signatures. Cette méthode de délimitation du territoire gagaouze, pour démocratique qu'elle soit puisque les "minorités dans le territoire de la minorité" ont pu exprimer leurs opinions, pourrait toutefois poser quelques problèmes quant au fonctionnement administratif de ce territoire "en dentelle". C'est notamment le cas dans l'extrême sud de *Gagauz Yeri* dans le *raion* de Vulkanesti où, hormis cette ville et deux villages adjacents, les autres villages, où la population gagaouze est inférieure à 50%, n'appartiennent pas à *Gagauz Yeri* mais voient

le "chef lieu" de leur canton (Vulkanesti) passer sous cette administration. Les autorités gagaouzes et les autorités moldaves sont donc représentées dans cette ville qui est, jusqu'à nouvel ordre, gérée par ces deux pouvoirs.

- 35 De façon générale, cette loi sur le statut spécial de *Gagauz Yeri* reste très vague dans l'énumération des compétences et domaines respectifs des autorités moldaves et gagaouzes, comme dans les instances et procédures à suivre en cas de désaccord. Des décrets "d'application", précisant les contours juridiques de cette autonomie, devraient être pris mais cette procédure risque d'être longue et, en attendant, ce flou juridique pourrait être utilisé si la volonté de coopérer venait à manquer, côté moldave comme côté gagaouze.
- 36 Le président du parti d'opposition *Vatan*, Mikhail Kendigelian, se déclare toujours en faveur d'une fédération à trois (Gagaouzie, Transnistrie, Moldavie). La revendication principale de ce parti porte sur l'indépendance financière complète de la région gagaouze. M. Kendigelian soutient en effet que les Gagaouzes versent plus d'impôts au gouvernement central qu'ils ne reçoivent de subsides<sup>44</sup>. D'autre part, si Tabunșik a réuni sur son nom la population gagaouze, nostalgique de l'ère communiste (relativement plus prospère), aucun dirigeant ou intellectuel gagaouze, modéré ou non, n'a soutenu sa candidature et ne s'estime satisfait de son élection. Georgi Tabunșik n'a en effet jamais oeuvré au sein d'un mouvement gagaouze ou pour la reconnaissance de droits culturels ou politiques pour ce peuple. Il est considéré par beaucoup comme inféodé aux autorités moldaves. Sa personnalité et son passé d'ancien premier secrétaire du Parti communiste à Komrat lui donnent une réputation des plus mauvaises. Cette dichotomie entre intellectuels et politiques gagaouzes d'une part et le pouvoir en place à Komrat d'autre part ne laisse rien présager de bon pour l'avenir politique de *Gagauz Yeri*. Officiellement les Gagaouzes ont déposé les armes à l'été 1995<sup>45</sup>. Et effectivement toutes les armes déclarées ont été déposées (mitraillettes, roquettes, lance-roquettes et mortiers,...). Toutefois, il est clair que les Gagaouzes ont conservé de nombreuses armes entrées illégalement dans le pays et seraient prêts à les utiliser ou à menacer de le faire si les Moldaves venaient à ne pas respecter leurs engagements.

#### Situation économique

- 37 La région gagaouze est peu industrialisée (de fait, la Moldavie dans son ensemble, destinée à approvisionner le reste de l'URSS en fruits et légumes, fut peu industrialisée). On cultive en Gagaouzie du blé, des plantes fourragères, des fruits et surtout du tabac et du raisin avec lequel on produit du vin. Mais, contrairement au reste de la Moldavie, la région gagaouze manque cruellement d'eau. Typiquement deux ou trois bonnes années pluviométriques sont suivies par cinq années de sécheresse. Ce fut le cas ces dernières années. La construction d'un système d'irrigation reliant le Prut à la région est bien envisagée mais le coût d'un tel projet est estimé au bas mot à 60 millions de dollars<sup>46</sup>. A cela s'ajoutent aujourd'hui des problèmes consécutifs à l'effondrement de l'URSS, à savoir le manque d'électricité ou de gaz ou le manque de pièces de rechange pour le matériel. Ainsi, la production de tabac, qui avoisinait les 10 000 tonnes par an, est aujourd'hui tombée à 2000 tonnes<sup>47</sup>. L'administration gagaouze fait donc face à de graves problèmes financiers. La dette publique est en 1996 de 120 millions de lei soit trois fois le budget annuel<sup>48</sup>. Il est bien question de doubler la production viticole afin d'exporter mais, faute de capacité d'embouteillage, le projet reste en l'état.

38 La région reste de plus éloignée des grands centres et voies de communication. Aujourd'hui comme hier, la plupart des échanges moldaves sont dirigés vers la Russie. Mais la Moldavie n'aspire qu'à réorienter le flux de ses échanges vers l'ouest. Or, ses voies de communication vers le sud et vers l'ouest ne peuvent passer que par la Roumanie, ou par le Dniestr puis la mer Noire, ou encore par le Danube, voie royale des échanges avec l'Europe. C'est précisément cette voie danubienne, récemment peu utilisée du fait de l'embargo sur la Serbie, qui risque dans l'avenir de faire l'objet des attentions moldaves. En effet, la révolte des russophones de Transnistrie lui coupe son principal débouché vers la mer Noire (par voie fluviale, routière et ferroviaire) ou en tout état de cause hypothèque l'utilisation effective de cet axe par les Moldaves dans le futur. La construction d'infrastructures portuaires à Giurgiulesti à l'extrême sud de la Moldavie, seul accès direct du pays au Danube, est donc à l'étude ainsi que celle d'une autoroute reliant Chisinau à ce port. Cette route devra forcément passer par la région gagaouze (un accord en ce sens a d'ailleurs été signé entre les autorités gagaouzes et moldaves) et représente finalement une des seules réelles perspectives de désenclaver économiquement la région gagaouze et d'y attirer des investissements. Toutefois, le coût considérable d'un tel projet ne permet d'en envisager la réalisation qu'à très long terme. Dans l'immédiat, les Gagaouzes tentent de créer une zone de libre échange dans le sud de la région, à Vulkanesti (à quelques kilomètres des ports danubiens de Galati et Izmail).

#### Education, culture et médias en Gagaouzie

39 De façon générale, la politique du gouvernement moldave vis-à-vis de ses minorités dans les domaines de l'éducation et de la culture s'est assouplie. De fait, l'épanouissement culturel des Ukrainiens, Bulgares et Gagaouzes s'inscrit parfaitement dans la politique de "dérussification" menée par le gouvernement. Des cours de langue et de littérature gagaouzes ont été créés en 1988. A l'origine de 2 heures par semaine dans les classes 7 et 8, ils ont progressivement été étendus à 5 heures par semaine pour l'ensemble des classes du secondaire. Des manuels pour ces cours de langue (*Gagauz Dili; Sintaksis; Literatura okumaklari*) ont été rédigés par Nikolai et Ignat Baboglu et Gavril Gaydarci<sup>49</sup>. Le reste des matières est toujours enseigné en russe et risque de le rester en grande partie. La population gagaouze elle-même doute en effet de l'avenir en Moldavie d'un enfant dont la seule langue d'enseignement aurait été le gagaouze. D'autre part, il n'y a ni cadre ni manuel disponible pour mettre en place un enseignement en gagaouze. La Turquie a bien proposé ses manuels mais les Gagaouzes sont très réticents à les utiliser. Non seulement la langue diverge quelque peu et l'utilisation de certains manuels (histoire) est impossible, mais la photo d'Atatürk en première page ou encore la tonalité "musulmane" de certaines phrases exaspèrent les Gagaouzes. Il s'agit par exemple de l'utilisation des prénoms "turcs" (Ahmet, Mehmet,...) qui ne peut être conforme à l'esprit gagaouze, qui, eux, n'utilisent que des prénoms chrétiens. Pour la même raison la méthode de N. et I. Baboglu et G. Gaydarci, qui se seraient apparemment inspirés des méthodes turques similaires (et notamment de leurs exemples: "Ahmet geldi"), est très critiquée par les Gagaouzes qui ne l'utilisent aujourd'hui que "faute de mieux" et dans l'attente de nouveaux manuels. Un collège pédagogique pour former des instituteurs pour ces écoles a été créé à Comrat ainsi qu'une université gagaouze qui a ouvert ses portes en février 1991. 1 500 étudiants étaient inscrits dans cette université pour l'année 1995-96. Elle est composée de trois départements: philologie, culture et droit (700 étudiants), économie (450 étudiants) et agriculture (450 étudiants). Cette université a bénéficié d'une aide de la Turquie d'un

montant de 250 000 dollars et une dizaine d'étudiants turcs y suivent des cours. Des hommes d'affaire turcs ont également financé la création d'un collège turco-anglais à Çadir-Lunga. Ce collège, créé en 1993 dans le cadre d'un accord de coopération turco-moldave, forme des jeunes Gagaouzes au management. La Turquie a d'autre part alloué 200 bourses à des Gagaouzes pour aller étudier en Turquie (Izmir, Ankara, Istanbul). De jeunes Gagaouzes vont également étudier en Azerbaïdjan. Enfin, un département de "gagaouzologie" a été créé à l'Académie des sciences à Chisinau de même qu'un département gagaouze à l'Union des écrivains<sup>50</sup>. Les Gagaouzes ont d'autre part mis au point leur propre alphabet, basé sur l'alphabet latin mais avec quelques signes diacritiques particuliers.

- 40 Le journal *Ana Sözü*, publié à partir de 1988 (en gagaouze avec l'alphabet cyrillique) en tant que supplément du quotidien *Sovetskaâ Moldaviâ* puis, à partir d'août 1991, publié de façon indépendante par quelques intellectuels de la capitale moldave et financé par l'ambassade de Turquie, a cessé de paraître en 1995. Le journal officiel de la République autoproclamée, *Haberler* (en russe), créé en 1992, a également cessé de paraître avec la disparition de ladite République en 1995. Un autre journal officiel, *Vesti* (en russe), mais représentant cette fois le pouvoir en place à Komrat (communiste), est publié depuis mars 1996. D'autres publications, expressions d'autres courants ou mouvements d'opinion gagaouzes ont également vu le jour : *Gagauz Yeri* (en russe), *Tretij Glaz/Açık Göz* (depuis 1996, en russe), *Gagauz Sesi* (depuis 1994, en gagaouze), etc. Enfin, depuis début 1996, un trimestriel est publié en gagaouze et avec le nouvel alphabet gagaouze: *Sabaa Yildizi*.
- 41 Les Gagaouzes disposent par ailleurs de leurs propres radios et télévision. L'accord signé avec la radio moldave en 1995 permet aux Gagaouzes de diffuser deux heures d'émissions par jour sur le canal de cette radio. Quant à la télévision, suite à un accord avec la télévision moldave, les Gagaouzes diffusent aujourd'hui 12 heures de programmes par semaine (en russe, gagaouze, bulgare et moldave) sur le canal moldave. Après un nouvel accord avec les autorités moldaves, deux canaux ont été réservés aux Gagaouzes : l'un sera utilisé exclusivement par Komrat, l'autre servira à diffuser la télévision publique turque, condition posée par Ankara à la fourniture de matériel (émetteurs et équipements divers). Mais de façon générale, ce sont toujours les chaînes russes qui remportent le plus de succès ou, faute de moyens techniques pour les capter, la chaîne ukrainienne<sup>51</sup>.
- 42 Les problèmes politiques ont dans l'ensemble été résolus et les Gagaouzes s'estiment satisfaits de ce statut d'autonomie. Leurs principales revendications (enseignement de la langue gagaouze, russe langue officielle, médias en gagaouze, représentation politique et assurance contre une éventuelle réunification avec la Roumanie) ont été satisfaites. La situation s'est stabilisée et sans doute durablement sauf en cas, peu probable à court terme, de retour du Front populaire au pouvoir en Moldavie. Si ce statut d'autonomie constitue un cas aujourd'hui rare, et à ce titre exemplaire, d'un problème ethnique et minoritaire résolu "à l'amiable", la viabilité d'une entité autonome si petite (1 800 km<sup>2</sup>) et de configuration ethnique et territoriale si complexe, reste toutefois à démontrer. A long terme, elle constitue sans aucun doute une petite bombe ethnique au sein de la Grande Roumanie. Dans l'immédiat, le problème crucial est celui de la situation économique de la région.

---

## NOTES

1. Nous souhaitons adresser nos remerciements à Aydin Açıkel, Dimitri Croitor, Anna Dudoglu, A.N. Fucegi, Victor Grebensciov, Mikhail Kendigelian, Stepan Kuroglu, Maria Maruneviç, V.S. Neicovchen, et François Despres.
2. Nous entendons bien sûr par "Moldavie", la Moldavie ex-soviétique, partie de l'ancienne Bessarabie (en roumain "Moldova") et non pas la région se trouvant à l'ouest du Prut en territoire roumain et également appelée "Moldavie".
3. Districts de Komrat, Çadir-Lunga, Vulkalnesti, Basarabeasca et Taraklia.
4. La région de Transnistrie, aujourd'hui contrôlée par un mouvement séparatiste, est composée de Moldaves (40%), Ukrainiens (28%) et de seulement 25% de Russes. Des Ukrainiens s'étant cependant joints au mouvement séparatiste, il convient de parler de "russophones" du Dniestr. Les dirigeants du mouvement séparatiste ont logiquement adopté cette appellation puisque, en tant que "russophones", ils peuvent se prévaloir d'une majorité que l'appellation "russe" ne leur octroierait pas.
5. Les estimations vont jusqu'à 80 000. 40 000 selon Cavanaugh Cassandra, "Conflict in Moldova: The Gagauz Factor", *RFE/RL Research Report*, vol. 1, n°32, 14 août 1992, p. 13.
6. Trois judets de la Bessarabie méridionale (Cahul, Ismail, Bolgrad) furent rétrocedés à la Roumanie de 1956 à 1978.
7. Topal et Kendigelian nient avoir réellement soutenu les putschistes. Entretien avec M. Kendigelian, juillet 1996.
8. *RFE/RL Daily Report*, 26-01-93.
9. Ainsi, par exemple, à la suite d'un incident de frontière entre contrebandiers et douaniers, des Gagaouzes ont attaqué à la mitrailleuse et avec des cocktails Molotov la station de police et le tribunal de Vulkanesti. Ils demandaient le retrait de la police moldave de la région et du poste frontière récemment établi. *RFE/RL Daily Report*, 17-11-91.
10. Charles King, "Gagauz Yeri and the Dilemmas of Self Determination", *Transition*, 20 oct. 1995, p. 25.
11. Vladimir Socor, "Moldova", *RFE/RL*, Vol. 1, N°39, 2 oct. 1992, p. 81
12. Ces deux partis auraient été partiellement financés par Alparslan Türkeş, leader du parti nationaliste turc MÇP. La situation de ces mouvements anticomunistes nous a été décrite par V.A. Neicovchen.
13. Sur ce mouvement voir V. Socor, "Gagauz in Moldavia Demand Separate Republic", *Report on USSR*, 7 sept. 1990, p. 10. Ce mouvement revendiquait une "simple" autonomie de la région gagaouze et aspirait, selon Socor, à unifier les Gagaouzes de Moldavie et d'Ukraine.
14. Le double selon Sofia, voir BTA 07-09-92.
15. Vladimir Socor, "Five Countries Look at Ethnic Problems in the Southern Moldova", *RFE/RL*, Vol. 3, n°32, 19 août 1994, p. 20-21.
16. Vladimir Socor, "Demirel Asserts Turkish Interests in Ukraine and Moldova", *RFE/RL*, Vol. 3, n°31, 12 août 1994.
17. Entretien avec Aydin Açıkel, ambassade de Turquie en Moldavie, juillet 1996.
18. *Eurasian Files - TICA*, n°17, sept. 94/2.

19. *Eurasian Files - TICA*, n°41, sept. 95/2.
20. Sur ces 200 bourses, une quarantaine auraient été supprimées faute de réussite aux examens ou d'assiduité aux cours. Certains (Gagaouzes) affirment que les étudiants en question n'auraient pu supporter le climat "musulman" de la Turquie.
21. Entretien avec Aydin Açıkel, ambassade de Turquie, juillet 1996.
22. *Zaman*, 29-09-91.
23. Voir les déclarations du président Snegur lors de sa visite officielle en Turquie en mai 1996. *Buletin Informativ Saptaminal* (en moldave), n°1(21), 20-26 mai 96, p. 16, 18.
24. 10 tonnes de médicaments et 36 tonnes de nourriture ont ainsi été acheminés en Gagaouzie en 1993 (*Haberler*, journal gagaouze, en russe, 13-02-93, p.1). Plus récemment, la Turquie a envoyé pour 70 000 dollars de médicaments (*Vesti*, journal gagaouze, en russe, 13-07-96, p.3).
25. *Turkish Daily News*, 27-09-95, p. A2, Georgi Tabunşçık, *Baskan de Gagauz Yeri*, déclare: "What we want most of all is cooperation with Turkey because we share the same roots".
26. *Cumhuriyet*, 4-10-95.
27. *Le Monde*, 28 mars 1991.
28. Cette identité turque - ou gagaouze - ne fut toutefois pas complètement négligée dans le passé. C'est le poète Dimitri Karaçoban qui le premier a, dans les années 60 et 70, œuvré pour un "réveil" de l'identité gagaouze.
29. Nous disons "message" car la mémoire orale, dans les Balkans, ne nous indique finalement qu'une chose, c'est le message politique diffusé par les autorités, l'historiographie officielle,... ce qui ne veut pas dire que ce message est faux, mais il ne constitue en aucun cas une preuve de l'authenticité de son contenu.
30. Sous l'influence de l'ambassadeur turc à Bucarest, Hamdullah Suphi Tanrıöver, des cours de gagaouze avaient été ouverts dans les écoles en Moldavie roumaine et quelques étudiants avaient été envoyés en Turquie.
31. Entretien avec Stepan Kuroglu, juillet 1996.
32. Bernard Lewis, *Islam et laïcité - La naissance de la Turquie moderne*, Paris, Fayard, 1989, p. 9 et 25.
33. *Le Monde*, 31 janv.-1 fév. 1993.
34. Une clause similaire avait été incluse dans l'accord signé par le gouvernement avec les russophones de Transnistrie le 21 juin 1992. Cet accord prévoit le maintien de la région du Dniestr au sein de la Moldavie avec un «statut particulier» restant à définir. Les négociations n'ont toujours pas abouti à un compromis.
35. Interview de S. Topal, "Rzeczpospolita", Varsovie, *Summary of World Broadcast/BBC*, 7 avril 1994.
36. "Rapport d'information sur les élections législatives en Moldova", Conseil de l'Europe - Assemblée parlementaire, Doc. 7080, 31 mai 1994.
37. La question posée était la suivante: "Etes-vous en faveur du développement de la Moldavie en tant qu'État indépendant et indivisible, dans ses frontières reconnues à la date de la proclamation de son indépendance et admises par les Nations unies, poursuivant une politique de neutralité et coopérant dans un avantage mutuel avec l'ensemble des pays du monde, garantissant les droits de tous ses citoyens en accord avec les normes internationales?".
38. *Privind statutul juridic special al Gagauziei (Gagauz - Yeri)*. Il existe de ce texte une version officielle en moldave et une autre en russe (pas en gagaouze!).

39. "Rapport sur la demande d'adhésion de la Moldova au Conseil de l'Europe" rapporteur Lord Finsberg, assemblée parlementaire - Conseil de l'Europe, doc. 7278, 18 avril 1995, p. 13. Selon ce rapport, ces modifications ont été apportées "afin de satisfaire aux commentaires du Conseil de l'Europe".
40. La République autoproclamée utilisait le même drapeau mais avec, au milieu, le symbole du Loup Gris, ancêtre mythique des Turcs.
41. The Associated Press Political Service, 28-05-95.
42. Liste officielle des villages de *Gagauz Yeri* dans le Bulletin de l'assemblée populaire gagaouze (en russe), n°1, 1995. Voir également *Monitorul oficial al Republicii Moldova*, 28 mars 1995 (cité par Charles King, "Gagauz Yeri and the Dilemmas of Self-Determination", *Transition* (Prague), Vol. 1, n°19, 20 oct. 1995, p. 24). Cf. "Rapport sur la demande d'adhésion de la Moldova au Conseil de l'Europe", doc. 7278, *op. cit.*, p. 13.
43. *Vesti* (journal officiel de *Gagauz Yeri*), 22-06-96.
44. Entretien avec M. Kendigelian, juillet 1996.
45. Burgunci fut par ailleurs arrêté en août 1995. Voir BASA Press 8-08-95, *The Monitor*, 25-08-95.
46. Une tentative avait déjà eu lieu dans les années 80. Il s'agissait de relier la région à un des lacs du sud de la Bessarabie par un réseau de canalisations. Réalisé à grand frais par les Soviétiques, ce projet échoua finalement car il s'avéra que les eaux du lac étaient ... salées.
47. Ce tableau de la situation économique de la région nous a été brossé par A.N. Fucegi, juillet 1996.
48. *Vesti*, 22-06-96.
49. Güngör et Argunsah, *Dünden Bugüne Gagauzlar* (Les Gagaouzes d'hier à aujourd'hui), Ankara, Elektronik iletisim ajansi, 1993, p. 45-46, 51-53.
50. Ahmet Ercilasun, "Gagauzlardan Yeni Haberler", *Türk Kültürü*, Vol. XXVII, n°316, août 1989, p. 482.
51. L'ensemble de ces informations sur la radio et la télévision gagaouze nous a été communiqué par Anna Dudoglu.

## RÉSUMÉS

Depuis 1990, inquiet de la montée d'un nationalisme moldave et des perspectives de 'roumanisation' du pays qui les priveraient de tout espace d'expression, les Gagaouzes de Moldavie (environ 150000 personnes) se sont politiquement organisés. Une 'République de Gagaouzie', flanquée d'un 'Soviet suprême gagaouze', a été unilatéralement proclamés à l'été 1990. Les dirigeants de ce mouvement arguent de la présence 'historique' des Gagaouzes dans le sud du pays et de leur poids numérique dans la région pour justifier leurs revendications. Ils ont successivement cherché appui auprès de Moscou, Tiraspol et Ankara. La prometteuse coopération avec la Turquie est cependant loin d'être dénuée d'ambiguïtés pour ce peuple revendiquant sa *turcité* tout en rejetant les connotations musulmanes et, par ailleurs, farouchement attaché à son identité chrétienne. Les Gagaouzes ont finalement obtenu un statut d'autonomie en 1994. Toutefois, le flou juridique entourant ce statut, les clivages politiques

divisant l'élite gagaouze, la difficile situation économique de la région, et tout simplement la complexité de la configuration ethnique et territoriale de cette entité, laissent planer quelques doutes sur le futur de ce *Gagauz Yeri*.